

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

F. 83 — 1654

30 AOUT 1983. — Arrêté royal
Clôture de la session législative ordinaire de 1982-1983

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 70 de la Constitution;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. La session législative ordinaire de 1982-1983 est close.**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 10 octobre 1983.**Art. 3.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 30 août 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

Ch.-F. NOTHOMB

F. 83 — 1655

Arrêté royal n° 208 créant un Fonds d'aide
au redressement financier des communes**RAPPORT AU ROI**

Sire,

L'article 1er de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux à Votre Majesté est libellé comme suit :

« Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques et la création d'emplois, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

« 4° de modifier ou de compléter les dispositions relatives au financement, au contrôle financier et à la responsabilité financière des provinces, des communes, des centres publics d'aide sociale, ainsi que de leur associations, de leurs services et de leurs établissements, et de permettre l'exécution de leurs programmes d'assainissement entre autres par une adaptation des dispositions légales en ce qui concerne le statut du personnel; »

Le présent projet d'arrêté, que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté, a pour objet d'assurer l'exécution de cette disposition.

En vue de soulager les finances communales et de faciliter ainsi le retour à l'orthodoxie financière, un système de pré-financement des charges financières résultant de l'existence de dettes est mis en place dans le cadre d'un Fonds d'aide au redressement financier des communes.

Il s'agit d'un organisme autonome qui pourra se présenter pour son compte, avec la garantie de l'Etat, sur le marché des capitaux.

Pour la création de cet organisme autonome, le choix s'est porté sur un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique, classé dans la catégorie A de la loi du 18 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et placé sous le contrôle du Ministre de l'Intérieur.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN**

N. 83 — 1654

30 AUGUSTUS 1983. — Koninklijk besluit
Sluiting van de gewone parlementaire zitting 1982-1983

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 70 van de Grondwet;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De gewone parlementaire zitting 1982-1983 wordt gesloten.**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 10 oktober 1983.**Art. 3.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 30 augustus 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Ch.-F. NOTHOMB

N. 83 — 1655

Koninklijk besluit nr. 208 tot oprichting van een Hulpfonds
tot financieel herstel van de gemeenten**VERSLAG AAN DE KONING**

Sire,

Artikel 1 van de wet van 6 juli 1983 die aan Uwe Majesteit bepaalde bijzondere machten toekent, luidt als volgt :

« Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën en het scheppen van werkgelegenheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten, alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

« 4° de bepalingen met betrekking tot de financiering, de financiële controle en de financiële verantwoordelijkheid van de provincies, van de gemeenten, van de verenigingen en agglomeraties van gemeenten, van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, alsook van hun verenigingen, hun diensten en hun instellingen, te wijzigen of aan te vullen en de uitvoering van hun saneringsprogramma's mogelijk te maken mede door een aanpassing van de wettelijke bepalingen betreffende het statuut van het personeel; »

Dit ontwerp van besluit, dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen, strekt ertoe de uitvoering van deze bepaling te regelen.

Ten einde de gemeentelijke financiën te verlichten en zodoende de terugkeer naar de financiële orthodoxie te vergemakkelijken, wordt een systeem van voorfinanciering van financiële lasten, voortkomend uit het bestaan van schulden, tot stand gebracht in het raam van een Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten.

Het betreft een autonoom organisme dat voor eigen rekening, met de waarborg van de Staat, de kapitaalmarkt zal kunnen aanspreken.

Om dit zelfstandig organisme op te richten werd geopteerd voor een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid, ingedeeld in de categorie A als bedoeld in de wet van 18 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en geplaatst onder de controle van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Comme pour tous les organismes de la catégorie A, le Parlement devra approuver le budget du Fonds d'aide en même temps que le budget du Ministère de l'Intérieur.

Dans le texte proposé, il a été prévu la possibilité de confier la gestion journalière à une institution financière du secteur public qui, en attendant les emprunts publics placés périodiquement par le Fonds d'aide sur le marché des capitaux, assurera le financement intermédiaire.

L'intervention du Fonds ne modifie pas les relations communes-prêteur; les conditions d'intérêts et d'amortissement des emprunts existants restent inchangées. Toutefois, le service des emprunts est assuré par des prêts particuliers qui seront consentis aux communes intéressées et remboursables selon les modalités spéciales à convenir.

A cette fin, chaque commune étant un cas d'espèce, le Fonds d'aide au redressement financier des communes est habilité à passer une convention séparée avec la demanderesse. Cette convention prévoit, entre autres, les taux appliqués à l'emprunt, le mode de calcul des annuités, les mesures contenues dans le plan de redressement (portant sur les recettes et sur les dépenses), les modalités de contrôle, les garanties prises par le Fonds pour assurer la bonne fin de l'opération.

En ce qui concerne le plan d'assainissement, l'article 3 du présent projet précise que ce dernier devra être soumis à l'approbation des autorités qui exercent la tutelle administrative.

Comme le souligne le Conseil d'Etat dans ses avis donnés les 26 juillet et 17 août 1963, il s'agit là d'un cas de tutelle spécifique instituée par le législateur national pour une matière nationale.

Le Conseil d'Etat relève alors que le projet ne sera pas immédiatement applicable, à défaut pour le législateur national d'avoir organisé les procédures de cette tutelle et d'avoir désigné les autorités publiques appelées à l'exercer.

Cette remarque doit être nuancée. En effet, le présent projet organise clairement les procédures applicables à cette nouvelle tutelle spécifique : celles-ci font l'objet des alinéas 3 et 4 de l'article 3 du projet et sont applicables à l'ensemble des communes et non seulement aux communes visées aux articles 7 et 8 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Ce faisant, le présent projet ne contrevient pas aux dispositions de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, puisque c'est effectivement au législateur national que revient la compétence d'organiser les procédures de tutelle spécifique portant sur une matière nationale.

Quant à l'autorité appelée à exercer cette tutelle spécifique, elle est aisément déterminable par l'application des dispositions actuelles et, notamment, par l'interprétation qu'a donnée le Gouvernement de l'article 7 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 :

— pour les communes visées aux articles 7 et 8 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966, c'est au législateur national qu'il appartient de déterminer les autorités qui exercent la tutelle administrative : tel est l'objet de l'alinéa 2 de l'article 3 du présent projet qui, en l'espèce, désigne le Roi en cette qualité;

— pour les communes de la Région bruxelloise, c'est l'article 56 de la loi du 26 juillet 1971 qui désigne l'autorité compétente, à savoir, en ce cas encore, le Roi;

— enfin, pour les communes des Régions wallonne et flamande non visées par les articles 7 et 8 des lois précitées sur l'emploi des langues en matière administrative, le Gouvernement a admis que, dans le silence de la loi ou du décret instituant une tutelle spécifique, cette dernière était exercée par la Région, représentée par son Exécutif sauf, pour cette dernière, à désigner, par décret, une autre autorité.

Le présent projet échappe, de la sorte, aux remarques formulées sur ce point par le Conseil d'Etat; il permet également d'éviter que, comme le souhaite le Conseil d'Etat, ne soit introduite dans la loi communale, qui présente un caractère de permanence évident, une disposition dont les effets s'étendraient sur une période assez courte, en raison du caractère temporaire que le Gouvernement entend donner au mécanisme mis en place par le présent projet.

Zoals voor alle andere organismen van categorie A zal het Parlement de begroting van het Hulpfonds moeten goedkeuren tegelijkertijd met de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

In de voorgestelde tekst wordt de mogelijkheid voorzien het dagelijks beheer-toe te vertrouwen aan een financiële instelling van de publieke sector die, in afwachting van de openbare leningen die het Hulpfonds periodiek zal plaatsen op de kapitaalmarkt, de tussentijdse financiering zal verzekeren.

De tussenkomst van het Fonds wijzigt de verhoudingen gemeenten-lener niet; de interest- en aflossingsvoorwaarden van bestaande leningen blijven ongewijzigd. De dienst van deze leningen wordt wel verzekerd door bijzondere leningen die aan de betrokken gemeenten zullen worden toegestaan en terugbetaalbaar zijn volgens bijzondere overeen te komen modaliteiten.

Aangezien iedere gemeente een bijzonder geval is, wordt te dien einde het Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten gemachtigd een afzonderlijke overeenkomst met de verzoekster te sluiten. Deze overeenkomst bepaalt o.a. de op de lening toepasselijke interesten, de berekeningswijze van de annuïteten, de in het herstelplan opgenomen maatregelen (inzake de ontvangsten en de uitgaven), de controlemodaliteiten, de door het Fonds genomen waarborgen tot goede afloop van de operatie.

Wat het saneringsplan betreft, bepaalt artikel 3 van het huidig ontwerp dat het door de overheden die het administratief toezicht uitoefenen moet worden goedgekeurd.

Zoals de Raad van State het in zijn adviezen van 26 juli en 17 augustus 1963 onderstreept, gaat het hier om een geval van door de nationale wetgever voor een nationale materie ingesteld specifiek toezicht.

De Raad van State werpt op dat het ontwerp niet onmiddellijk toepasselijk zal zijn omdat de nationale wetgever de procedures van dat toezicht niet heeft georganiseerd en de overheden niet heeft aangeduid om het uit te oefenen.

Deze opmerking moet worden genuanceerd. Het huidig ontwerp organiseert immers duidelijk de op dit nieuw specifiek toezicht toepasselijke procedures : deze zijn opgenomen in de leden 3 en 4 van artikel 3; ze zijn toepasselijk op alle gemeenten en niet alleen op de gemeenten bedoeld in de artikelen 7 en 8 van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Dit ontwerp is zodoende niet in strijd met de bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, aangezien het immers aan de nationale wetgever toekomt de procedures van specifiek toezicht inzake een nationale materie te organiseren.

De overheid die dit specifiek toezicht behoort uit te oefenen, kan gemakkelijk worden aangewezen door toepassing van de huidige bepalingen en inzonderheid door de interpretatie die de Regering heeft gegeven aan artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen :

— voor de gemeenten bedoeld in de artikelen 7 en 8 van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken behoort het aan de nationale wetgever de overheden die het administratief toezicht uitoefenen te bepalen : artikel 3, tweede lid, van dit ontwerp duidt de Koning in deze hoedanigheid aan;

— voor de gemeenten van het Brusselse Gewest bepaalt artikel 56 van de wet van 26 juli 1971 de bevoegde overheid, namelijk, in dit geval ook, de Koning;

— voor de gemeenten van het Vlaamse en Waalse Gewest die niet bedoeld zijn bij de artikelen 7 en 8 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, heeft de Regering aangenomen dat, bij stilzwijgendheid van de wet of het decreet tot instelling van een specifiek toezicht, dit door het Gewest wordt uitgeoefend, vertegenwoordigd door zijn Exécutieve, behalve een andere door decreet aan te duiden overheid.

Het ontwerp ontsnapt derhalve aan de ter zake door de Raad van State gemaakte opmerkingen. Tevens dient erdoor, zoals door de Raad van State gewenst, niet in de gemeentewet, die uiteraard van permanente aard is, een bepaling te worden opgenomen waarvan de gevolgen zich maar over een tamelijk korte periode uitstreken wegens het tijdelijk karakter dat de Regering aan het door dit ontwerp ingesteld mechanisme overweegt te geven.

En ce qui concerne ces garanties, l'arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres devra indiquer qu'en toute hypothèse elles portent sur la garantie d'un prélèvement privilégié et de plein droit sur la quote-part de ces communes dans le Fonds des communes ainsi que sur des garanties portant sur les biens immobiliers appartenant aux communes ou aux établissements publics ou associations soumis à leur contrôle, notamment les centres publics d'aide sociale et les associations sans but lucratif dépendant des communes.

La mise en garantie de ces biens n'est possible qu'avec l'accord des propriétaires.

Le recours à la technique du Fonds permet de distinguer les engagements financiers du Fonds de la dette de l'Etat proprement dite.

L'intervention de l'Etat se limite principalement à l'octroi de la garantie. Le Fonds devra dès lors trouver son équilibre financier en veillant à ce que les obligations des communes, découlant de l'intervention dont elles auront bénéficié, soient strictement respectées.

Etant donné qu'il n'est pas actuellement possible de fixer un montant global pour les opérations de l'espèce, le montant de la capacité d'emprunt de ce Fonds sera fixé annuellement par le Ministre des Finances.

Exception faite des dispositions relatives à l'approbation du plan d'assainissement, déjà évoquées ci-dessus, le texte proposé par le Conseil d'Etat en conclusion de ses avis des 26 juillet et 17 août 1983 a été retenu pour la rédaction de l'arrêté soumis à Votre Majesté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
Ch.-F. NOTHOMB

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
W. DE CLERCQ

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(1er Avis)

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 20 juillet 1983, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° 208 « créant un Fonds d'aide au redressement financier des communes », a donné le 25 juillet 1983 l'avis suivant :

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat doit se borner à formuler les observations qui suivent.

Préambule

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le motif pour lequel l'urgence est visée au préambule.

Si le Gouvernement souhaitait se dispenser de solliciter les avis ou d'attendre les propositions prescrites par des dispositions autres que celles de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 6 août 1980, le préambule devrait viser l'article 2, § 2, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Dispositif

Article 1er

1. Aux termes de l'article 1er, le Fonds d'aide au redressement financier des communes est créé auprès du Ministère de l'Intérieur.

Wat deze waarborgen betreft, zal in het Ministerraad overlegd koninklijk besluit bepalen dat zij in ieder geval een waarborg van bevoorrechte en van rechtswege afhouding op het aandeel van deze gemeenten in het Gemeentefonds inhouden evenals waarborgen op de onroerende goederen die aan de gemeenter of de aan hun toezicht onderworpen openbare instellingen of verenigingen toebehoren, inzonderheid de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de verenigingen zonder winstoogmerk die van de gemeente afhangen.

De waarborgstelling van deze goederen is slechts mogelijk met de instemming van de eigenaars.

Het gebruik van de techniek van het Fonds maakt het mogelijk de financiële verbintenissen van het Fonds te onderscheiden van de eigenlijke Staatsschuld.

De tussenkomst van de Staat beperkt zich grotendeels tot het verlenen van zijn waarborg. Het Fonds zal derhalve zijn financieel evenwicht moeten vinden door erover te waken dat de verplichtingen van de gemeenten, ontstaan uit de genoten tussenkomst, nauwkeurig worden nagekomen.

Aangezien het momenteel niet mogelijk is een globaal bedrag voor de desbetreffende operaties vast te stellen, zal het bedrag van de leningscapaciteit van het Fonds jaarlijks door de Minister van Financiën worden vastgelegd.

Met uitzondering van de bepalingen inzake de goedkeuring van het saneringsplan, zoals hierboven reeds uiteengezet, werd de tekst voorgesteld door de Raad van State in zijn adviezen van 26 juli en 17 augustus 1983 weerhouden voor de opstelling van het besluit dat aan uw Majesteit wordt voorgelegd.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
Ch.-F. NOTHOMB

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
W. DE CLERCQ

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

(1e Advies)

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 20e juli 1983 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 208 « tot oprichting van een Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten », heeft de 25e juli 1983 het volgend advies gegeven :

Wegens de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, moet hij zich bepalen tot het maken van de navolgende opmerkingen.

Aanhef

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in de aanhef naar de dringende noodzakelijkheid wordt verwezen.

Indien de Regering wenst niet « de adviezen te moeten vragen of de voorstellen te moeten afwachten die voorgeschreven zijn door andere bepalingen dan die van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen », moet in de aanhef verwezen worden naar artikel 2, § 2, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

1. Naar luid van artikel 1 wordt het Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten « bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken opgericht ».

Bien qu'elle ait été utilisée dans quelques textes législatifs, cette formule est inadéquate pour un organisme auquel est conférée une personnalité juridique distincte de celle de l'Etat. Il y a donc lieu de supprimer les mots « auprès du Ministère de l'Intérieur ».

L'article 3, 1°, suffit, pour le surplus, à indiquer que le Fonds est géré par le Ministre de l'Intérieur.

2. Dès lors que le Fonds est classé parmi les organismes de la catégorie A énumérés par l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, il y a lieu de compléter formellement en ce sens ledit article 1er. On pourra s'inspirer à cet égard de l'article 7, § 3, de la loi du 10 janvier 1977 organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompes d'eau souterraine.

3. Il serait préférable d'énoncer à l'article 1er, plutôt qu'à l'article 2, la mission du Fonds.

4. La dernière phrase de l'article serait plus correctement rédigée comme suit :

« Les dispositions de cette loi lui sont applicables pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent arrêté. »

Article 2

1. Il n'est pas d'usage de diviser un article en 1°, 2° et 3°, mais plutôt en paragraphes.

L'observation vaut aussi pour les articles 3 et 4.

2. Au 1°, dans le texte français, il faut écrire « ... a pour mission ... » et en néerlandais « ... tegemoet te komen in de ... ».

3. Le 2° n'appelle pas d'observation en ce qu'il oblige les communes demanderesse à présenter un plan d'assainissement mais bien en tant qu'il prévoit l'approbation de ce plan par « l'autorité de tutelle » (en néerlandais : « de toezichhoudende overheid »).

Au 2°, il faut écrire en néerlandais : « die tegemoetkoming vanwege het Fonds wil genieten ... ».

Le 3° habilite le Roi à déterminer les communes bénéficiaires de l'intervention du Fonds, ainsi que les conditions et les modalités de cette intervention. Il fixe cependant lui-même certaines conditions, tandis que le 4° détermine certaines modalités. Ces dispositions, rapprochées du 2°, appellent les observations suivantes :

a) Selon le projet, les communes bénéficiaires seront déterminées par le Roi : le texte devrait préciser si elles le seront par la voie de désignations individuelles ou par l'établissement de catégories générales.

b) Suivant le 3°, les conditions de l'intervention du Fonds à déterminer par le Roi « doivent ... prévoir ... des garanties sur les biens immobiliers appartenant aux communes, aux établissements publics ou associations soumis à leur contrôle ». Dans la mesure où il s'agit de biens immobiliers appartenant aux établissements publics ou associations soumis au contrôle des communes, notamment aux centres publics d'aide sociale, on n'aperçoit pas comment ces biens pourraient garantir le paiement des dettes de la commune envers le Fonds sans que l'établissement public ou l'association propriétaire ait été partie à la convention entre la commune et le Fonds. A défaut du consentement de la personne juridique propriétaire, celle-ci pourrait se trouver expropriée sans indemnité par l'effet de l'arrêté en projet, tel qu'il est rédigé. Se poserait également, pour les biens acquis à titre gratuit mais avec des charges, la question du respect de la volonté des auteurs des libéralités. Il ressort des informations fournies au Conseil d'Etat que l'intention du Gouvernement est de subordonner la garantie à l'accord de la personne propriétaire du bien. Le texte devrait être précisé dans ce sens.

c) Aux termes du 4°,

« Les modalités de l'intervention du Fonds font l'objet d'une convention entre le Fonds, l'autorité de tutelle et la commune bénéficiaire. Cette convention doit expressément prévoir l'engagement et la responsabilité de la Région. »

On peut supposer que, par cette dernière formule, le projet vise la garantie du paiement de la dette par la Région. Il serait préférable d'utiliser cette dernière expression, plus juridique et plus claire, plutôt que les termes « l'engagement et la responsabilité ».

Hoewel deze formulering in een aantal wetteksten is gebezigd, is zij niet doorgeduidelijk voor een instelling waaraan een rechtspersoonlijkheid die verschilt van die van de Staat wordt toegekend. De woorden « bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken » moeten dan ook weggelaten worden.

Het is overigens voldoende dat artikel 3, 1°, aangeeft dat het Fonds door de Minister van Binnenlandse Zaken wordt beheerd.

2. Nu het Fonds wordt ondergebracht bij de instellingen van categorie A die in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut worden opgesomd, is het nodig dat artikel 1 in die zin uitdrukkelijk wordt aangevuld. In dit opzicht kan artikel 7, § 3, van de wet van 10 januari 1977 houdende regeling van de schadeboestelling voor schade veroorzaakt door het winnen en het pompen van grondwater tot model worden genomen.

3. Het is verkieslijk de taak van het Fonds in artikel 1 te formuleren, veeleer dan in artikel 2.

4. De laatste volzin van het artikel zou juister als volgt worden geredigeerd :

« De bepalingen van die wet zijn op het Fonds van toepassing voor zover er in dit besluit niet van wordt afgeweken. »

Artikel 2

1. Het is niet gebruikelijk een artikel in 1°, 2° en 3° te verdelen, veeleer wel in paragrafen.

Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 3 en 4.

2. In 1° schrijft men « ... tegemoet te komen in de ... » en in de Franse tekst « ... a pour mission ... ».

3. Op artikel 2, 2°, is niets aan te merken in zoverre het gemeenten, die een aanvraag doen, verplicht een saneringsplan voor te leggen maar wel in zoverre het bepaakt dat een zodanig plan door de « voogdijoverheid » (men leze : « de toezichhoudende overheid ») moet worden goedgekeurd.

Onder 2° leze men : « die tegemoetkoming vanwege het Fonds wil genieten ... ».

De bepaling onder 3° machtigt de Koning ertoe te bepalen welke gemeenten voor tegemoetkoming vanwege het Fonds in aanmerking komen, en op welke voorwaarden en wijze die tegemoetkoming wordt verleend. Ze steit echter zelf een aantal voorwaarden vast, terwijl onder 4° een aantal « modaliteiten » (men leze : « nadere regelen ») worden bepaald. Samenlezing van die bepalingen met die onder 2° geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen :

a) Volgens het ontwerp bepaakt de Koning welke gemeenten in aanmerking komen : de tekst behoort te preciseren of die gemeenten ieder afzonderlijk worden aangewezen dan wel onder vaststelling van algemene categorieën.

b) Volgens 3° moeten de door de Koning te bepalen voorwaarden voor tegemoetkoming vanwege het Fonds waarborgen inhouden op de onroerende goederen die aan de gemeenten of de aan hun toezicht onderworpen openbare instellingen of verenigingen toebehoren ». Het is niet duidelijk hoe die goederen, voor zover het gaat om onroerende goederen die toebehoren aan onder gemeentelijk toezicht staande openbare instellingen of verenigingen, met name aan openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zouden kunnen waarborgen dat een gemeente haar schulden bij het Fonds zal betalen zonder dat een openbare instelling of een vereniging die eigenaar is, partij is geweest bij de overeenkomst tussen een gemeente en het Fonds. Een rechtspersoon die eigenaar is zou ingevolge het ontwerp-besluit, zoals het thans geredigeerd is, zonder zijn toestemming zonder schadeboestelling onteigend kunnen worden. Ten aanzien van goederen die om niet maar met lasten zijn verkregen, zou ook het probleem van de naleving van de wil van de begiftigers rijzen. Uit de aan de Raad van State verstrekte uitleg blijkt dat de Regering van zins is de waarborg afhankelijk te maken van de goedkeuring van de eigenaar van het goed. De tekst moet in die zin worden verduidelijkt.

c) 4° luidt aldus :

« De modaliteiten van tussenkomst van het Fonds worden vastgelegd in een overeenkomst tussen het Fonds, de voogdijoverheid en de begunstigde gemeente. Deze overeenkomst moet uitdrukkelijk de verbintenis en de verantwoordelijkheid van het Gewest voorzien. »

Aangenomen mag worden dat het ontwerp met deze formulering beoogt dat het Gewest de betaling van de schuld waarborgt. Men werke liever met deze laatste formulering, die juridischer en duidelijker is, dan met de termen « de verbintenis en de verantwoordelijkheid ».

Pour le surplus, l'autorité de tutelle, comme telle, n'a pas la personnalité juridique : elle peut être le Roi, un ministre national, un Exécutif régional ou un membre de cet Exécutif, le gouverneur de la province ou la députation permanente. Par ailleurs, cette dernière, lorsqu'elle exerce la tutelle, ne le fait jamais en qualité d'autorité provinciale.

Faute de la capacité juridique requise, l'autorité de tutelle ne peut, comme telle, être partie aux conventions prévues au 4°. Elle ne peut, à leur égard, qu'exercer la tutelle ordinaire instituée par la loi communale.

d) Si l'autorité de tutelle visée au 4° est déterminable par la simple application de la loi communale et de la loi spéciale, il n'en va pas de même pour l'autorité de tutelle visée au 2°.

Le projet règle une matière qui n'est de la compétence ni des Régions ni des Communautés et qui est dès lors nationale. La tutelle de l'approbation des plans d'assainissement n'est instituée ni par la loi communale ni par la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes; elle n'est dès lors pas une forme de la tutelle administrative ordinaire au sens de l'article 7 de la loi spéciale ou de l'article 5 de l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières concernant l'organisation des pouvoirs subordonnés où une politique régionale différenciée se justifie.

On se trouverait ainsi devant un cas de tutelle spécifique instituée par le législateur national pour une matière nationale sans que les procédures de cette tutelle eussent été organisées par ce législateur et sans que celui-ci eût déterminé les autorités appelées à l'exercer.

À défaut d'une telle organisation des procédures, on peut admettre que les Conseils régionaux seront compétents dans les limites de l'article 7, alinéa 1er, b, de la loi spéciale pour y pourvoir, ainsi que pour déterminer les autorités qui exerceront la tutelle. En attendant les décrets nécessaires à ces fins, l'arrêté en projet demeurera inapplicable dans les communes qui tombent sous l'application dudit article 7. Pour en décider autrement, il faudrait admettre que, dans le silence de la loi ou du décret, l'autorité compétente serait nécessairement l'Exécutif régional, ce qui ne résulte d'aucun texte, et qu'aucune procédure ne serait requise, ce qui heurterait les termes mêmes de l'article 7 précité.

Au surplus, l'arrêté royal en projet, tel qu'il est rédigé, ne règle pas les questions indiquées pour les communes qui échappent à l'application de l'article 7 de la loi spéciale. La tutelle sur les communes de l'agglomération bruxelloise appartient au Roi en vertu de l'article 56 de la loi précitée du 26 juillet 1971 : cette disposition sera donc applicable à l'approbation des plans d'assainissement.

Pour l'approbation des plans des communes visées aux articles 7 et 8 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, il s'impose que l'arrêté en projet désigne l'autorité de tutelle et règle la procédure.

Les intentions du Gouvernement pourraient se réaliser en évitant tout risque de conflit de compétence par l'insertion, dans la loi communale, du projet complété par la désignation de l'autorité de tutelle et par l'organisation de la procédure pour les communes où ces questions échappent à la compétence de la Région.

e) Une convention prévoyant expressément « l'engagement et la responsabilité » de la Région ne se conçoit que pour les communes de la Région wallonne ou de la Région flamande puisque, dans l'état actuel de la législation, la Région bruxelloise n'a pas la personnalité juridique.

La personnalité juridique ne peut être accordée que par le législateur, ainsi que le Premier Ministre l'a confirmé devant la Commission de la réforme de la Constitution et des réformes institutionnelles de la Chambre au cours de la discussion du projet de la loi spéciale (Chambre, 1979-1980, doc. n° 627/10, p. 32). On lit ensuite, il est vrai, dans le rapport de la même Commission :

« Le Premier Ministre déclare qu'on peut considérer que le Gouvernement reconnaît implicitement la personnalité juridique de la Région de Bruxelles » (ibid. p. 33).

Bovendien heeft de toezichhoudende overheid als zodanig geen rechtspersoonlijkheid : zij kan de Koning, een nationaal minister, een Gewestexecutive of een lid van die Executive, de provinciegouverneur of de bestendige deputatie zijn. Daarbij komt dat, wanneer deze laatste het toezicht uitoefent, zij dat nooit als provinciale overheid doet.

Bij gemis van de vereiste rechtsbekwaamheid kan de toezichhoudende overheid als zodanig geen partij zijn bij de in 4° bedoelde overeenkomsten. Zij kan ten opzichte ervan slechts het gewone toezicht uitoefenen dat bij de gemeentewet is ingesteld.

d) De in 4° bedoelde toezichhoudende overheid laat zich aanwijzen door de enkele toepassing van de gemeentewet en de bijzondere wet. Voor de in 2° bedoelde toezichhoudende overheid is dat niet het geval.

Het ontwerp regelt een aangelegenheid waarvoor noch de Gewesten noch de Gemeenschappen bevoegd zijn en die derhalve nationaal is. Het goedkeuringstoezicht ten aanzien van de saneringsplannen is noch bij de gemeentewet noch bij de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten ingesteld; het is derhalve geen vorm van gewoon administratief toezicht in de zin van artikel 7 van de bijzondere wet of van artikel 5 van het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake de organisatie van de ondergeschikte besturen, waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is.

Het zou hier dus gaan om een geval van specifiek toezicht dat door de nationale wetgever voor een nationale aangelegenheid is ingesteld zonder dat die wetgever de procedures van dat toezicht heeft geregeld en zonder dat hij de overheden die het moeten uitoefenen, heeft aangewezen.

Bij gebreke van een zodanige organisatie van de procedures mag worden aangenomen dat de Geweststraden bevoegd zullen zijn om er binnen de grenzen van artikel 7, eerste lid, b, van de bijzondere wet in te voorzien en om de overheden die het toezicht zullen uitoefenen, aan te wijzen. Zolang de daartoe noodzakelijke decreten niet zijn uitgevaardigd, kan het ontwerp-besluit niet toegepast worden in gemeenten waarvoor het genoemde artikel 7 geldt. Om tot een ander besluit te komen zou aangenomen moeten worden dat bij het stilzwijgen van de wet of het decreet, de Gewestexecutive noodzakelijkerwijze de bevoegde overheid is, hetgeen uit geen enkele tekst blijkt, en dat geen enkele procedure vereist is, wat in strijd zou zijn met de bewoordingen zelf van het voormelde artikel 7.

Bovendien houdt het ontworpen koninklijk besluit, zoals het is opgesteld, geen regeling in van de zoeven aangehaalde kwesties ten aanzien van gemeenten waarop artikel 7 van de bijzondere wet niet van toepassing is. Het toezicht over de gemeenten van de Brusselse agglomeratie berust krachtens artikel 56 van de voormelde wet van 26 juli 1971 bij de Koning : deze bepaling zal dus toepasselijk zijn op de goedkeuring van de saneringsplannen.

Voor de goedkeuring van de plannen van de gemeenten die zijn bedoeld in de artikelen 7 en 8 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, dient het ontwerp-besluit de toezichhoudende overheid aan te wijzen en de procedure te regelen.

De Regering zou haar oogmerk kunnen bereiken en toch alle gevaar voor bevoegdheidsconflicten kunnen afwenden door het ontwerp, nadat het zou zijn aangevuld met de aanwijzing van de toezichhoudende overheid en met de procedureregeling voor gemeenten waar de bevoegdheid voor die kwesties niet bij het Gewest berust, in te voegen in de gemeentewet.

e) Een overeenkomst die uitdrukkelijk voorziet in « de verbintenis en de verantwoordelijkheid » van het Gewest, is alleen denkbaar voor de gemeenten van het Waalse Gewest of van het Vlaamse Gewest daar het Brusselse Gewest in de huidige stand van de wetgeving geen rechtspersoonlijkheid bezit.

Rechtspersoonlijkheid kan slechts door de wetgever worden verleend : de Eerste Minister heeft zulks ten overstaan van de Commissie voor de herziening van de Grondwet en voor de institutionele hervormingen bevestigd gedurende de bespreking van het ontwerp van bijzondere wet (Kamer, 1979-1980, Gedr. St. nr. 627/10, blz. 32). Weliswaar staat verderop in het verslag van dezelfde Commissie te lezen :

« De Eerste Minister verklaart dat kan worden aangenomen dat de Regering impliciet de rechtspersoonlijkheid van het Gewest Brussel erkent » (ibid. blz. 33).

Cette déclaration, bien qu'elle ait entraîné le retrait d'un amendement subsidiaire de M. Persoons, qui tendait précisément à l'octroi de « la personnalité juridique à la Région bruxelloise organisée par la loi préparatoire coordonnée par l'arrêté royal du 20 juillet 1979 », n'implique aucune attribution de cette personnalité juridique par le législateur spécial, qui, pour lors, n'entendait d'ailleurs pas appliquer à cette Région, l'article 107quater de la Constitution. Tout au plus peut-on la comprendre comme exprimant soit une interprétation dépourvue de tout caractère authentique de la loi coordonnée du 20 juillet 1979, soit, plus vraisemblablement, une intention du Gouvernement de proposer aux Chambres législatives une modification de cette loi coordonnée dans le sens souhaité par l'auteur de l'amendement subsidiaire.

f) Une autre difficulté surgira pour les communes périphériques et les communes dotées d'un régime spécial en vue de la protection de leurs minorités, qui, appartenant à la Région wallonne ou à la Région flamande, échappent à la tutelle de leur Région. On n'aperçoit pas comment, pour ces communes, une convention entre le Fonds, l'autorité de tutelle et la commune bénéficiaire pourrait prévoir « l'engagement et la responsabilité » de la Région.

La responsabilité financière des Régions ne saurait, en tout cas, être engagée sans leur consentement qu'en vertu d'une disposition votée à la majorité prévue par l'article 107quater, alinéa 3, de la Constitution.

g) Dans la mesure où les conditions à fixer par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres doivent prévoir des garanties sur les biens immobiliers appartenant à des personnes publiques, le projet devrait être complété par des dispositions modifiant la loi hypothécaire du 18 décembre 1851 (voir l'article 10 de la loi du 10 janvier 1977, précitée).

Article 4

Tel qu'il est rédigé, le 2° paraît superflu, la capacité de conclure des conventions étant un attribut normal de la personnalité juridique.

Si l'intention du Gouvernement était de limiter cette capacité, la disposition devrait être plus explicite.

Article 5

L'alinéa 1er du texte français serait plus clair, et en meilleure concordance avec le texte néerlandais, s'il était rédigé comme suit :

« Le Fonds est autorisé à contracter des emprunts avec la garantie de l'Etat à concurrence d'un montant fixé annuellement par le Ministre des Finances. Celui-ci approuve les conditions et les modalités de ces emprunts. »

La chambre était composée de :

MM. :

P. Tapie, président de chambre;
Ch. Huberlant, P. Knaepen, conseillers d'Etat;
Mme M. Van Gerrewey, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Tapie.

Le rapport a été présenté par M. M. Dumont, premier auditeur.

Le greffier,

M. Van Gerrewey.

Le président,

P. Tapie.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(2e Avis)

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 4 août 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal n° 208 « créant un Fonds d'aide au redressement financier des communes », a donné le 17 août 1983 l'avis suivant :

I. Le projet est la deuxième version d'un texte sur lequel le Conseil d'Etat, section de législation, a émis un avis, le 25 juillet 1983, sous le n° L. 15.644/2/V.

2

Hoewel deze verklaring geleid heeft tot de intrekking van een subsidiair amendement van de heer Persoons, dat er precies toe strekte « de rechtspersoonlijkheid » toe te kennen « aan het Gewest Brussel zoals het werd georganiseerd bij de voorlopige wet, samengevoerd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1979 », houdt zij generlei toekening van die rechtspersoonlijkheid door de bijzondere wetgever in; die wetgever had toen overigens niet de bedoeling artikel 107quater van de Grondwet op dat Gewest toe te passen. Ten hoogste kan de verklaring worden opgevat als, ofwel een in genen dele authentieke uitlegging van de gecoördineerde wet van 20 juli 1979, ofwel, hetgeen waarschijnlijker is, als het voornemen van de Regering aan de Wetgevende Kamers voor te stellen de gecoördineerde wet te wijzigen in de zin die de indiener van het subsidiaire amendement heeft verlangd.

f) Een andere moeilijkheid zal rijzen voor de randgemeenten en de gemeenten met een speciale regeling ter bescherming van hun minderheden, welke gemeenten weliswaar tot het Waalse of tot het Vlaamse Gewest behoren maar niet onder het toezicht van hun Gewest vallen. Het is niet duidelijk hoe voor die gemeenten een overeenkomst tussen het Fonds, de toezichthoudende overheid en de gemeente die voor tegemoetkoming in aanmerking komt, zou kunnen voorzien in « de verbintenis en de verantwoordelijkheid » van het Gewest.

In alle geval zouden de Gewesten zonder hun toestemming niet financieel verantwoordelijk gesteld kunnen worden dan krachtens een bepaling die met de in artikel 107quater, derde lid, van de Grondwet voorgeschreven meerderheid wordt aangenomen.

g) In zoverre de bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit te bepalen voorwaarden dienen te voorzien in waarborgen op de onroerende goederen van publiekrechtelijke personen, besluit te bepalen voorwaarden dienen te voorzien in waarborgen hypothekwet van 18 december 1851 wijzigen (zie artikel 10 van de voormelde wet van 10 januari 1977).

Artikel 4

Zoals de bepaling onder 2° is geformuleerd lijkt ze overbodig daar de bevoegdheid om overeenkomsten aan te gaan een normaal kenmerk van de rechtspersoonlijkheid is.

Mocht het de bedoeling van de Regering zijn die bevoegdheid te beperken, dan moet de bepaling in uitdrukkelijker bewoordingen worden gesteld.

Artikel 5

Het eerste lid van de Franse tekst zou duidelijker en meer in overeenstemming met de Nederlandse tekst zijn als het aldus werd geredigeerd :

« Le Fonds est autorisé à contracter des emprunts avec la garantie de l'Etat à concurrence d'un montant fixé annuellement par le Ministre des Finances. Celui-ci approuve les conditions et les modalités de ces emprunts. »

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Tapie, kamervoorzitter;
Ch. Huberlant, P. Knaepen, staatsraden;
Mevr. M. Van Gerrewey, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Tapie.

Het verslag werd uitgebracht door de heer M. Dumont, eerste auditeur.

De griffier,

M. Van Gerrewey.

De voorzitter,

P. Tapie.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

(2e Advies)

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 4e augustus 1983 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 208. « tot oprichting van een Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten », heeft de 17e augustus 1983 het volgend advies gegeven :

I. Het ontwerp is de tweede versie van een tekst waarover de Raad van State, afdeling wetgeving, op 25 juli 1983 advies heeft uitgebracht onder nr. L. 15.644/2/V.

Une innovation importante est cependant introduite : l'arrêté en projet ne doit, aux termes de son article 8, s'appliquer immédiatement qu'aux villes de Liège et d'Anvers. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, en étendre le bénéfice à d'autres communes.

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que l'extension se fera individuellement plutôt que par catégories. Le texte devrait le préciser.

II. Le projet tient compte de certaines des observations émises par le Conseil d'Etat :

1° il complète l'article 1er, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

2° il complète l'article 47 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851;

3° il désigne l'autorité de tutelle pour les communes visées aux articles 7 et 8 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966;

4° il fixe la procédure d'approbation, mais d'une manière qui appelle des réserves (voir IV ci-après).

III. Le projet ne donne cependant suite que très imparfaitement à deux observations :

1° L'intention du Gouvernement de subordonner les garanties sur les biens immobiliers des personnes morales autres que la commune à l'accord de ces personnes morales, avait été communiquée au Conseil d'Etat par le chef de cabinet du Ministre de l'Intérieur. Le Conseil d'Etat avait estimé que le texte devait être précisé en ce sens. Le texte nouveau n'apporte pas cette précision, qui n'est exprimée que dans le rapport au Roi. Or, il ressort de la jurisprudence de la Cour de cassation (1) et du Conseil d'Etat (2) que le rapport au Roi ne peut ajouter au texte de l'arrêté royal parce qu'il n'est pas l'œuvre du Roi. Le Conseil d'Etat ne peut dès lors que répéter que le texte doit être complété de manière à faire ressortir la nécessité de l'accord de la personne morale titulaire des droits immobiliers sur lesquels portera la garantie.

Il va de soi qu'un tel accord doit se faire dans le respect des charges dont les biens sont éventuellement grevés. Mais l'arrêté devrait préciser que l'accord sera donné conformément aux lois organiques et aux statuts de l'établissement public ou de l'association.

Par ailleurs, il est évident que l'arrêté ne pourra pas avoir pour effet de dispenser les établissements publics ou les associations de respecter le principe de spécialité de leur objet. Par exemple, un centre public d'aide sociale ne pourrait être autorisé à fournir, à l'appui du plan d'assainissement d'une commune, une garantie immobilière qui ne serait pas justifiée par un intérêt en relation avec l'accomplissement de sa mission propre; en revanche, le principe de spécialité ne serait pas méconnu si la garantie immobilière fournie par le centre public d'aide sociale se justifiait par la responsabilité de celui-ci dans le déséquilibre du budget communal et, dès lors, par son intérêt au rétablissement de l'équilibre de ce budget en vue de l'accomplissement de sa mission.

2° Le Conseil d'Etat avait fait, à propos de l'engagement et de la responsabilité des Régions, l'observation suivante :

« Une convention prévoyant expressément « l'engagement et la responsabilité » de la Région ne se conçoit que pour les communes de la Région wallonne ou de la Région flamande, puisque, dans l'état actuel de la législation, la Région bruxelloise n'a pas la personnalité juridique.

La personnalité juridique ne peut être accordée que par le législateur, ainsi que le Premier Ministre l'a confirmé devant la Commission de la réforme de la Constitution et des réformes

(1) Cass. 17 mai 1963, et les conclusions de M. l'avocat général Ganshof van der Meersch, dans *Journal des tribunaux*, 1963, pp. 587-592.

(2) Arrêt Laine, n° 20.870, du 15 janvier 1981, et l'avis de M. le premier auditeur Dumont, dans *Administration publique trimestrielle*, 1980-1981, pp. 119-126.

Een belangrijke nieuwigheid wordt evenwel ingevoerd : het ontworpen besluit moet, luidens artikel 8, alleen op de steden Luik en Antwerpen onmiddellijk worden toegepast. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de toepassing ervan tot andere gemeenten uitbreiden.

Uit de aan de Raad van State verstrekte gegevens blijkt dat die uitbreiding individueel en niet per categorieën zal geschieden. Dat zou in de tekst nader moeten worden bepaald.

II. Het ontwerp houdt rekening met een aantal van de door de Raad van State gemaakte opmerkingen :

1° het vult artikel 1, A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut aan;

2° het vult artikel 47 van de hypotheekwet van 16 december 1851 aan;

3° het wijst de toezichhoudende overheid aan voor de gemeenten die bedoeld zijn in de artikelen 7 en 8 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966;

4° het stelt de goedkeuringsprocedure vast, maar op een wijze die voorbehoud vergt (zie IV hierna).

III. Het ontwerp komt echter slechts in zeer onvoldoende mate tegemoet aan twee opmerkingen :

1° De Raad van State was door de kabinetschef van de Minister van Binnenlandse Zaken in kennis gesteld met het voornemen van de Regering om de waarborg op de onroerende goederen van de rechtspersonen die geen gemeenten zijn, afhankelijk te maken van de goedkeuring van die rechtspersonen. De Raad van State had geoordeeld dat de tekst in die zin moest worden verduidelijkt. In de nieuwe tekst is geen spoor van die verduidelijking, die alleen in het verslag aan de Koning is gegeven. Uit de rechtspraak van het Hof van Cassatie (1) en van de Raad van State (2) blijkt nochtans dat het verslag aan de Koning aan de tekst van het koninklijk besluit niets kan toevoegen omdat het niet het werk van de Koning is. De Raad van State kan dan ook alleen maar herhalen dat de tekst zo moet worden aangevuld dat duidelijk tot uitdrukking komt dat het akkoord van de rechtspersoon die houder is van de onroerende rechten waarop de waarborg zal slaan, volstrekt noodzakelijk is.

Het hoeft geen betoog dat bij een zodanig akkoord rekening moet worden gehouden met de lasten waarmee de goederen eventueel bezwaard zijn. Maar het besluit zou nader moeten bepalen dat het akkoord zal worden gegeven overeenkomstig de organieke wetten betreffende de openbare instelling of de vereniging en dezer statuten.

Het spreekt ook vanzelf dat het besluit niet tot gevolg mag hebben dat de openbare instellingen of de verenigingen zouden worden ontslagen van de verplichting tot het eerbiedigen van de specialiteit van hun doel. Zo zou een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bijvoorbeeld niet mogen worden gemachtigd om, ten behoeve van het saneringsplan van een gemeente, een onroerende waarborg te verlenen die niet zou zijn verantwoord door een belang dat verband houdt met het vervullen van zijn eigen opdracht; het beginsel van de specialiteit zou daarentegen niet worden miskend indien de door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn verstrekte onroerende waarborg verantwoord zou zijn door de aansprakelijkheid van dat centrum in het gebrek aan evenwicht van de gemeentebegroting en, bijgevolg, door het belang dat het er bij heeft dat die begroting opnieuw in evenwicht komt opdat het zijn taak naar behoren kan vervullen.

2° De Raad van State had in verband met de verbintenis en de verantwoordelijkheid van de Gewesten, het volgende opgemerkt :

« Een overeenkomst die uitdrukkelijk voorziet in « de verbintenis en de verantwoordelijkheid » van het Gewest, is alleen denkbaar voor de gemeenten van het Waalse Gewest of van het Vlaamse Gewest, daar het Brusselse Gewest in de huidige stand van de wetgeving geen rechtspersoonlijkheid bezit.

Rechtspersoonlijkheid kan slechts door de wetgever worden verleend : de Eerste Minister heeft zulks ten overstaan van de Commissie voor de herziening van de Grondwet en voor de

(1) Cass. 17 mei 1963, en de conclusies van advocaat-generaal Ganshof van der Meersch, in *Journal des tribunaux*, 1963, blz. 587-592.

(2) Arrest Laine, nr. 20.870, van 15 januari 1981, en het advies van eerste auditeur Dumort, in *Administration publique trimestrielle*, 1980-1981, blz. 119-126.

institutionnelles de la Chambre au cours de la discussion du projet de loi spéciale (Chambre, 1979-1980, doc. n° 627/10, p. 32). On lit ensuite, il est vrai, dans le rapport de la même Commission :

« Le Premier Ministre déclare qu'on peut considérer que le Gouvernement reconnaît implicitement la personnalité juridique de la Région de Bruxelles » (ibid., p. 33).

Cette déclaration, bien qu'elle ait entraîné le retrait d'un amendement subsidiaire de M. Persoons, qui tendait précisément à l'octroi de « la personnalité juridique à la Région bruxelloise organisée par la loi préparatoire coordonnée par l'arrêté royal du 20 juillet 1979 », n'implique aucune attribution de cette personnalité juridique par le législateur spécial qui, pour lors, n'entendait d'ailleurs pas appliquer à cette Région l'article 107quater de la Constitution. Tout au plus peut-on la comprendre comme exprimant soit une interprétation dépourvue de tout caractère authentique de la loi coordonnée du 20 juillet 1979, soit, plus vraisemblablement, une intention du Gouvernement de proposer aux Chambres législatives une modification de cette loi coordonnée dans le sens souhaité par l'auteur de l'amendement subsidiaire. »

L'article 2, § 3, de la nouvelle version du projet se borne à reprendre le texte de l'article 2, 4°, de la première version. Le rapport au Roi assortit le texte nouveau du commentaire suivant :

« Les mots « engagement et responsabilité de la Région » posent un principe général, qui devra être précisé dans chaque convention en fonction des situations particulières; ils ne sous-entendent pas l'existence d'une personnalité juridique. »

Cette explication ne lève pas l'obstacle indiqué par l'avis du Conseil d'Etat. Un engagement ne peut être souscrit et une responsabilité ne peut être endossée que par une personne physique ou morale. Comme la Région bruxelloise, pour les motifs exposés dans l'avis du 25 juillet 1983, n'a pas la personnalité juridique, aucun engagement ne peut être pris par elle, aucune responsabilité ne peut lui être imputée. Par ailleurs, les termes « d'engagement » et de « responsabilité », par le fait de leur juxtaposition, ne permettent pas à l'interprète de définir exactement la portée normative de la disposition.

IV. La tutelle d'approbation sur les plans d'assainissement n'est pas organisée de manière satisfaisante par le projet.

En ce qui concerne les communes autres que celles qui sont visées aux articles 7 et 8 des lois coordonnées du 18 juillet 1966, le Conseil d'Etat ne peut que rappeler l'avis du 25 juillet 1983 :

« Le projet règle une matière qui n'est de la compétence ni des Régions ni des Communautés et qui est dès lors nationale. La tutelle de l'approbation des plans d'assainissement n'est instituée ni par la loi communale ni par la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes; elle n'est dès lors par une forme de tutelle administrative ordinaire au sens de l'article 7 de la loi spéciale ou de l'article 5 de l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières concernant l'organisation des pouvoirs subordonnés où une politique régionale différenciée se justifie.

On se trouverait ainsi devant un cas de tutelle spécifique instituée par le législateur national pour une matière nationale sans que les procédures de cette tutelle eussent été organisées par ce législateur et sans que celui-ci eût déterminé les autorités appelées à l'exercer.

A défaut d'une telle organisation des procédures, on peut admettre que les Conseils régionaux seront compétents dans les limites de l'article 7, alinéa 1er, b, de la loi spéciale pour y pourvoir, ainsi que pour déterminer les autorités qui exerceront la tutelle. En attendant les décrets nécessaires à ces fins, l'arrêté en projet demeurera inapplicable dans les communes qui tombent sous l'application dudit article 7. Pour en décider autrement, il faudrait admettre que, dans le silence de la loi ou du décret, l'autorité compétente serait nécessairement l'Exécutif régional, ce qui ne résulte d'aucun texte, et qu'aucune procédure ne serait requise, ce qui heurterait les termes mêmes de l'article 7 précité. »

institutionele hervormingen bevestigd gedurende de bespreking van het ontwerp van bijzondere wet (Kamer, 1979-1980, Gedr. St. nr. 627/10, blz. 32). Weliswaar staat verderop in het verslag van dezelfde Commissie te lezen :

« De Eerste Minister verklaart dat kan worden aangenomen dat de Regering impliciet de rechtspersoonlijkheid van het Gewest Brussel erkent » (ibid. blz. 33).

Hoewel deze verklaring geleid heeft tot de intrekking van een subsidiair amendement van de heer Persoons, dat er precies toe strekte « de rechtspersoonlijkheid » toe te kennen « aan het Gewest Brussel zoals het werd georganiseerd bij de voorlopige wet, samengeordend bij het koninklijk besluit van 20 juli 1979 », houdt zij gencrlei toekenning van die rechtspersoonlijkheid door de bijzondere wetgever in; die wetgever had toen overigens niet de bedoeling artikel 107quater van de Grondwet op dat Gewest toe te passen. Ten hoogste kan de verklaring worden opgevat als, ofwel een in genen dele authentieke uitlegging van de gecoördineerde wet van 20 juli 1979, ofwel, hetgeen waarschijnlijker is, als het voornemen van de Regering aan de Wetgevende Kamers voor te stellen de gecoördineerde wet te wijzigen in de zin die de indiener van het subsidiaire amendement heeft verlangd. »

Artikel 2, § 3, van de nieuwe versie van het ontwerp beperkt zich tot het overnemen van de tekst van artikel 2, 4°, van de eerste versie. Het verslag aan de Koning verstrekt bij de nieuwe tekst de volgende commentaar :

« De woorden « verbintenis en verantwoordelijkheid van het Gewest » stellen een algemeen beginsel dat in iedere overeenkomst in functie van de bijzondere voorwaarden zal moeten preciseerd worden; zij houden niet het bestaan van een rechtspersoonlijkheid in. »

Deze uitleg neemt niet het bezwaar weg waarop in het advies van de Raad van State is gewezen. Een verbintenis kan slechts worden aangegaan en een verantwoordelijkheid kan slechts worden gedragen door een natuurlijke persoon of een rechtspersoon. Aangezien het Brusselse Gewest, om de redenen die in het advies van 25 juli 1983 zijn opgegeven, geen rechtspersoonlijkheid bezit, kan het geen enkele verbintenis aangaan en kan het geen enkele verantwoordelijkheid worden opgelegd. Doordat de termen « verbintenis » en « verantwoordelijkheid » naast elkaar zijn gebruikt, is het niet mogelijk een juist inzicht te krijgen in de normatieve strekking van de bepaling.

IV. Het goedkeuringstoezicht met betrekking tot de saneringsplannen is niet op bevredigende wijze door het ontwerp georganiseerd.

Wat de andere gemeenten betreft dan die welke bedoeld zijn in de artikelen 7 en 8 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966, kan de Raad van State alleen maar het advies van 25 juli 1983 in herinnering brengen :

« Het ontwerp regelt een aangelegenheid waarvoor noch de Gewesten noch de Gemeenschappen bevoegd zijn en die derhalve nationaal is. Het goedkeuringstoezicht ten aanzien van de saneringsplannen is noch bij de gemeentewet noch bij de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten ingesteld; het is derhalve geen vorm van gewoon administratief toezicht in de zin van artikel 7 van de bijzondere wet of van artikel 5 van het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake de organisatie van de ondergeschikte besturen, waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is.

Het zou hier dus gaan om een geval van specifiek toezicht dat door de nationale wetgever voor een nationale aangelegenheid is ingesteld zonder dat die wetgever de procedures van dat toezicht heeft geregeld en zonder dat hij de overheden die het moeten uitoefenen, heeft aangewezen.

Bij gebreke van een zodanige organisatie van de procedures mag worden aangenomen dat de Gewestraden bevoegd zullen zijn om er binnen de grenzen van artikel 7, eerste lid, b, van de bijzondere wet in te voorzien en om de overheden die het toezicht zullen uitoefenen, aan te wijzen. Zolang de daartoe noodzakelijke decreten niet zijn uitgevaardigd, kan het ontwerp-besluit niet toegepast worden in de gemeenten waarvoor het genoemde artikel 7 geldt. Om tot een ander besluit te komen zou aangenomen moeten worden dat bij het stilzweigen van de wet of het decreet, de Gewestexecutieve noodzakelijkerwijze de bevoegde overheid is, hetgeen uit geen enkele tekst blijkt, en dat geen enkele procedure vereist is, wat in strijd zou zijn met de bewoordingen zelf van het voormelde artikel 7. »

L'autorité de tutelle n'est actuellement déterminable qu'en ce qui concerne les communes de l'Agglomération bruxelloise en vertu de l'article 56 de la loi du 26 juillet 1971.

Puisque l'intention du Gouvernement est que cette tutelle soit exercée par l'autorité régionale, il importe de l'organiser dans le cadre de la loi communale. A cette fin, deux procédés peuvent être envisagés :

- soit l'insertion du projet dans la loi communale;
- soit l'insertion dans la loi communale d'une disposition relative à l'approbation des plans d'assainissement prévus par le projet.

Comme le Gouvernement n'a pas donné suite à la première suggestion, qui lui avait été faite dans l'avis du 25 juillet 1983, il est proposé d'insérer un article 77bis dans la loi communale.

De cette manière, la question de la tutelle des plans d'assainissement serait réglée :

- totalement par le projet pour les communes visées aux articles 7 et 8 des lois coordonnées du 18 juillet 1968;
- totalement par le projet et par l'article 56 de la loi du 26 juillet 1971, pour les communes de l'Agglomération bruxelloise;
- partiellement par le projet pour les autres communes: pour celles-ci, il appartiendrait aux Conseils régionaux des Régions wallonne et flamande de voter des décrets aux fins de désigner l'autorité appelée à exercer la tutelle et d'organiser la procédure.

Enfin, l'article 77bis nouveau de la loi communale devrait être intégré par le législateur dans le projet de loi modifiant les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des autorités communales, qui est actuellement pendant devant la Chambre des Représentants (Chambre, session 1982-1983, doc. n° 526).

V. Il va de soi que la convention prévue à l'article 2, § 3, de l'arrêté en projet (article 6 du texte proposé ci-après) sera soumise, en ce qui concerne les autorités sous tutelle, à la tutelle d'approbation prévue par la loi.

VI. Dans son avis du 25 juillet 1983, le Conseil d'Etat avait observé ce qui suit :

« Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le motif pour lequel l'urgence est visée au préambule.

Si le Gouvernement souhaitait se dispenser de solliciter les avis ou d'attendre les propositions prescrites par des dispositions autres que celles de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 », le préambule devrait viser l'article 2, § 2, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi ».

Sans répondre à cette observation, le Gouvernement a visé, à l'alinéa 1er du préambule du présent projet, l'article 2, § 2, de la loi du 6 juillet 1983, mais il n'a plus visé l'urgence. Il faudrait que le préambule soit cohérent de ce point de vue.

Compte tenu des observations qui précèdent et de quelques améliorations de forme qui n'exigent aucun commentaire, le texte suivant est proposé pour l'ensemble du dispositif :

« Article 1er

Il est créé un Fonds d'aide au redressement financier des communes, dénommé ci-après le Fonds, chargé, dans les conditions et les limites du présent arrêté, d'intervenir dans le préfinancement des charges financières des dettes des communes, en vue de contribuer au redressement de leur finances.

Article 2

Le Fonds jouit de la personnalité civile.

Il est soumis à la loi du 18 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Il est classé dans la catégorie A visée à l'article 1er de cette loi. Les dispositions de cette loi lui sont applicables pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent arrêté.

Il relève du Ministre de l'Intérieur.

Wie de toezichhoudende overheid is, kan thans alleen voor de gemeenten van de Brusselse agglomeratie worden uitgemaakt krachtens artikel 56 van de wet van 26 juli 1971.

Aangezien de Regering het zo bedoelt dat dit toezicht door de gewestelijke overheid wordt uitgeoefend, behoort het in het bestek van de gemeentewet te worden georganiseerd. Dat kan op tweeërlei wijze geschieden :

- ofwel door invoeging van het ontwerp in de gemeentewet;
- ofwel door invoeging in de gemeentewet van een bepaling betreffende de goedkeuring van de in het ontwerp bedoelde saneringsplannen.

Aangezien de Regering niet is ingegaan op de eerste suggestie, die werd gedaan in het advies van 25 juli 1983, wordt voorgesteld een artikel 77bis in de gemeentewet in te voegen.

Zodoende zou de kwestie van het toezicht op de saneringsplannen geregeld zijn :

- geheel door het ontwerp voor de gemeenten bedoeld in de artikelen 7 en 8 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1968;
- geheel door het ontwerp en door artikel 56 van de wet van 26 juli 1971 voor de gemeenten van de Brusselse agglomeratie;

— gedeeltelijk door het ontwerp voor de andere gemeenten; voor die gemeenten zouden de Gewestraden van het Waalse Gewest en van het Vlaamse Gewest decreten moeten goedkeuren om de overheid aan te wijzen die het toezicht zal uitoefenen en om de procedure te regelen.

Ten slotte zou het nieuwe artikel 77bis van de gemeentewet door de wetgever moeten worden opgenomen in het wetsontwerp tot wijziging van de bepalingen betreffende het toezicht op de handelingen van de gemeentelijke overheden, dat thans bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers in behandeling is (Gedr. St., Kamer, zitting 1982-1983, nr. 526).

V. Het spreekt vanzelf dat de overeenkomst bedoeld in artikel 2, paragraaf 3, van het ontwerp-besluit (artikel 6 van de hierna voorgestelde tekst), wat de onder toezicht staande overheden betreft, aan het door de wet bepaalde goedkeuringstoezicht zal worden onderworpen.

VI. In zijn advies van 25 juli 1983 had de Raad van State het volgende opgemerkt :

« Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in de aanhef naar de dringende noodzakelijkheid wordt verwezen.

Indien de Regering wenst niet « de adviezen te moeten vragen of de voorstellen te moeten afwachten die voorgeschreven zijn door andere bepalingen dan die van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen », moet in de aanhef verwezen worden naar artikel 2, § 2, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning ».

Zonder deze opmerking te beantwoorden, verwijst de Regering, in het eerste lid van de aanhef van het onderhavige ontwerp, naar artikel 2, § 2, van de wet van 6 juli 1983 maar maakt zij geen gewag meer van de dringende noodzakelijkheid. De aanhef zou in dat opzicht coherent moeten zijn.

Rekening houdend met de hiervoren gemaakte opmerkingen en met enkele vormverbeteringen die geen commentaar behoeven, wordt voor het bepalend gedeelte in zijn geheel de volgende tekst voorgesteld :

« Artikel 1°

Er wordt een Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten, hierna genoemd het Fonds, opgericht dat onder de voorwaarden en binnen de grenzen van dit besluit tot taak heeft tegemoet te komen in de voorfinanciering van de financiële lasten voortkomend uit de schulden van de gemeenten, ten einde bij te dragen tot het herstel van hun financiën.

Artikel 2

Het Fonds bezit rechtspersoonlijkheid.

Het is onderworpen aan de wet van 18 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Het wordt ingedeeld bij categorie A bedoeld in artikel 1 van die wet. De bepalingen van die wet zijn op het Fonds van toepassing voor zover er in dit besluit niet van wordt afgeweken.

Het ressorteert onder de Minister van Binnenlandse Zaken.

Article 3

Toute commune qui veut bénéficier de l'intervention du Fonds doit en faire la demande et présenter à l'appui de celle-ci un plan d'assainissement approuvé conformément à l'article 77bis de la loi communale.

Article 4.

Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, détermine pour la commune demanderesse les conditions et les modalités de l'intervention du Fonds.

Article 5

Outra l'hypothèque légale instituée par l'article 47, alinéa 3, de la loi hypothécaire, les conditions de l'intervention du Fonds doivent notamment prévoir l'autorisation, pour le Fonds, de prélever d'office auprès du Fonds des communes tout ou partie du montant exigible de sa créance, par préférence à tous autres créanciers, sous réserve de l'arrêté royal n° 201 du 25 juillet 1983 instaurant des mesures en vue d'assurer la perception correcte du précompte professionnel.

Elles peuvent aussi prévoir des garanties sur les biens immobiliers d'établissements publics ou d'associations soumis au contrôle de la commune moyennant l'accord de ceux-ci, donné conformément aux lois organiques et aux statuts de ces établissements ou associations.

Article 6

Les modalités de l'intervention du Fonds font l'objet d'une convention entre le Fonds, la commune bénéficiaire et éventuellement d'autres personnes publiques.

L'intervention du Fonds ne sera accordée à une commune de la Région wallonne et de la Région flamande que si la Région est partie à la convention et prend les engagements que la convention détermine. Pour les communes de l'Agglomération bruxelloise, la convention doit être souscrite par l'Etat et doit définir les engagements de celui-ci.

Article 7

Le Ministre de l'Intérieur peut, par convention approuvée en Conseil des Ministres, confier la gestion journalière du Fonds à une institution publique de crédit.

Article 8

Les moyens financiers dont dispose le Fonds sont constitués notamment par :

- a) le produit des emprunts visés à l'article 9;
- b) les sommes versées par les communes en vue du service financier qui leur incombe en raison des prêts consentis par le Fonds;
- c) le montant des interventions éventuelles de l'Etat, de la Région et de la province dans les charges des prêts consentis par le Fonds.

Article 9

Le Fonds est autorisé à contracter des emprunts avec la garantie de l'Etat à concurrence du montant à fixer annuellement par le Ministre des Finances. Celui-ci en approuve les conditions et les modalités.

Toutefois, en ce qui concerne les émissions publiques, l'époque et les conditions d'émission sont fixées par le Roi.

Article 10

A l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, catégorie A, sont insérés les mots : « Fonds d'aide au redressement financier des communes ».

Article 11

L'article 47 de la loi hypothécaire, modifié par les lois des 14 juillet 1976 et 10 janvier 1977, est complété par l'alinéa suivant :

« Il est accordé en faveur du Fonds d'aide au redressement financier des communes une hypothèque légale sur les biens immobiliers des communes bénéficiaires de l'intervention du Fonds. »

Artikel 3

Elkere gemeente die tegemoetkoming vanwege het Fonds wil genieten, moet daartoe een aanvraag indienen en tot staving ervan een overeenkomstig artikel 77bis van de gemeentewet goedgekeurd saneringsplan voorleggen.

Artikel 4

De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, voor de aanvragende gemeente de voorwaarden en de nadere regelen inzake de tegemoetkoming van het Fonds.

Artikel 5

Benevens in de wettelijke hypotheek, ingesteld bij artikel 47, derde lid, van de hypotheekwet, moeten de voorwaarden voor tegemoetkoming van het Fonds onder meer voorzien in de machtiging, voor het Fonds, om ambtshalve bij het Gemeentefonds het opelsbare bedrag van zijn schuldvordering geheel of ten dele op te nemen bij voorrang boven alle andere schuldeisers, onverminderd het koninklijk besluit nr. 201 van 25 juli 1983 houdende maatregelen om op correcte wijze de inning te verzekeren van de bedrijfsvoorheffing.

Zij kunnen ook voorzien in waarborgen op de onroerende goederen van aan het toezicht van de gemeente onderworpen openbare instellingen of verenigingen, mits deze hun goedkeuring verlenen overeenkomstig hun organieke wetten en statuten.

Artikel 6

De nadere regelen inzake de tegemoetkoming van het Fonds worden bepaald in een overeenkomst tussen het Fonds, de gemeente die ze geniet en eventueel andere publiekrechtelijke personen.

De tegemoetkoming van het Fonds wordt aan een gemeente van het Vlaamse Gewest en van het Waalse Gewest slechts verleend als het Gewest partij is bij de overeenkomst en de daarin bepaalde verbintenissen aangaat. Voor de gemeenten van de Brusselse agglomeratie moet de overeenkomst mede worden aangegaan door de Staat en moeten diens verbintenissen daarin worden vastgesteld.

Artikel 7

De Minister van Binnenlandse Zaken kan door een in de Ministerraad goedgekeurde overeenkomst het dagelijks beheer van het Fonds aan een openbare kredietinstelling toevertrouwen.

Artikel 8

De financiële middelen waarover het Fonds beschikt bestaan inzonderheid uit :

- a) de opbrengst van de leningen bedoeld in artikel 9;
- b) de sommen door de gemeenten gestort met het oog op de financiële dienst die te hunnen laste valt wegens de door het Fonds toegestane leningen;
- c) het bedrag van eventuele tegemoetkomingen van de Staat, van het Gewest en van de provincie en de lasten van de door het Fonds toegestane leningen.

Artikel 9

Het Fonds is ertoe gemachtigd met de waarborg van de Staat leningen aan te gaan tot een bedrag dat jaarlijks door de Minister van Financiën wordt vastgesteld. Deze keurt de voorwaarden en de modaliteiten van de leningen goed.

Wat de openbare uitgiften betreft, worden het tijdstip en de uitgiftevoorwaarden echter door de Koning vastgesteld.

Artikel 10

In artikel 1, categorie A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut worden de woorden « Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten » ingevoegd.

Artikel 11

Artikel 47 van de hypotheekwet, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1976 en 10 januari 1977, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Ten voordele van het Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten wordt een wettelijke hypotheek toegekend op de onroerende goederen van de gemeenten die een tegemoetkoming van het Fonds genieten. »

Article 12

Un article 77bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi communale :

« Article 77bis, § 1er. Est soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle la délibération du conseil communal qui arrête un plan d'assainissement prévu par l'arrêté royal n° du

§ 2. Pour les communes visées aux articles 7 et 8 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, le plan d'assainissement est approuvé par le Roi.

Copie de la délibération du conseil communal est transmise dans les dix jours au Ministre de l'Intérieur.

La délibération est exécutoire de plein droit si elle n'a pas été improuvée par le Roi dans les quarante jours de sa réception par le Ministre de l'Intérieur. Ce délai peut être prorogé par un arrêté royal motivé qui fixe un nouveau délai.

Tout arrêté royal d'improbation est motivé. »

Article 13

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil Ministres, les communes auxquelles le présent arrêté est applicable.

Toutefois, il s'applique, dès son entrée en vigueur, aux villes de Liège et d'Anvers.

Article 14

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. »

La chambre était composée de :

MM. :

P. Tapie, président de chambre;
A. Vanwelkenhuyzen; P. Fincœur, conseillers d'Etat;
R. Pirson; L. Matray, assesseurs de la section de législation;
Mme M. Van Gerrewey, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Tapie.

Le rapport a été présenté par M. M. Dumont, premier auditeur.

Le greffier,

M. Van Gerrewey.

Le président,

P. Tapie.

23 SEPTEMBRE 1983

Arrêté royal n° 208 créant un Fonds d'aide au redressement financier des communes

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 1er, 4°, et 2, § 2, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi;

Vu l'urgence;

Vu les avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Il est créé un Fonds d'aide au redressement financier des communes, dénommé ci-après le Fonds, chargé, dans les conditions et les limites du présent arrêté, d'intervenir dans le préfinancement des charges financières des dettes des communes, en vue de contribuer au redressement de leurs finances.

Artikel 12

Een artikel 77bis, luidend als volgt, wordt in de gemeentewet ingevoegd :

« Artikel 77bis, § 1. De goedkeuring van de toezichhoudende overheid is vereist voor het besluit van de gemeenteraad dat een saneringsplan vaststelt als bedoeld in het koninklijk besluit nr. van

§ 2. Voor de gemeenten bedoeld in de artikelen 7 en 8 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, wordt het saneringsplan goedgekeurd door de Koning.

Een afschrift van het besluit van de gemeenteraad wordt binnen tien dagen aan de Minister van Binnenlandse Zaken gezonden.

Het besluit is van rechtswege uitvoerbaar indien de Koning daaraan zijn goedkeuring niet heeft onthouden binnen veertig dagen na ontvangst ervan door de Minister van Binnenlandse Zaken. Die termijn kan worden verlengd bij een met redenen omkleed koninklijk besluit dat een nieuwe termijn vaststelt.

Ieder koninklijk besluit waarbij goedkeuring wordt onthouden, wordt met redenen omkleed. »

Artikel 13

De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de gemeenten waarop dit besluit van toepassing is.

Op de steden Luik en Antwerpen vindt het echter toepassing zodra het in werking treedt.

Artikel 14

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. »

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Tapie, kamervoorzitter;
A. Vanwelkenhuyzen; P. Fincœur, staatsraden;
R. Pirson; L. Matray, assessoren van de afdeling wetgeving;
Mevr. M. Van Gerrewey, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Tapie.

Het verslag werd uitgebracht door de heer M. Dumont, eerste auditeur.

De griffier,

M. Van Gerrewey.

De voorzitter,

P. Tapie.

23 SEPTEMBER 1983

Koninklijk besluit nr. 208 tot oprichting van een Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 4°, en 2, § 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de adviezen van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Er wordt een Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten, hierna genoemd het Fonds, opgericht dat onder de voorwaarden en binnen de grenzen van dit besluit tot taak heeft tegemoet te komen in de voorfinanciering van de financiële lasten voortkomend uit de schulden van de gemeenten, ten einde bij te dragen tot het herstel van hun financiën.

Art. 2. Le Fonds jouit de la personnalité civile.

Il est soumis à la loi du 16 mars 1934 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Il est classé dans la catégorie A, visée à l'article 1er de cette loi. Les dispositions de cette loi lui sont applicables pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent arrêté.

Il relève du Ministre de l'Intérieur.

Art. 3. Toute commune qui veut bénéficier de l'intervention du Fonds doit en faire la demande et présenter à l'appui de celle-ci un plan d'assainissement approuvé par les autorités qui exercent la tutelle administrative.

Pour les communes visées aux articles 7 et 8 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 8 juillet 1966, le plan d'assainissement est approuvé par le Roi.

Copie de la délibération du Conseil communal arrêtant le plan d'assainissement est transmise dans un délai de dix jours aux autorités qui exercent la tutelle administrative.

Selon le cas, la décision soumise à approbation est exécutoire de plein droit si elle n'a pas été improuvée par les autorités qui exercent la tutelle administrative dans les quarante jours de sa réception. Ce délai peut être prorogé par une décision motivée de l'autorité de tutelle, qui fixe le nouveau délai endéans lequel elle statuera. Toute improbation est motivée.

Art. 4. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, détermine les conditions et les modalités de l'intervention du Fonds.

Art. 5. Outre l'hypothèque légale instituée par l'article 47, alinéa 3, de la loi hypothécaire, les conditions de l'intervention du Fonds doivent notamment prévoir l'autorisation, pour le Fonds, de prélever d'office auprès du Fonds des communes tout ou partie du montant exigible de sa créance, par préférence à tous autres créanciers, sous réserve de l'arrêté royal n° 201 du 25 juillet 1983 instaurant des mesures en vue d'assurer la perception correcte du précompte professionnel.

Elles peuvent aussi prévoir des garanties sur les biens immobiliers d'établissements publics ou d'associations soumis au contrôle de la commune moyennant l'accord de ceux-ci, donné conformément aux lois organiques et aux statuts de ces établissements ou associations.

Art. 6. Les modalités de l'intervention du Fonds font l'objet d'une convention entre le Fonds, la commune bénéficiaire et éventuellement d'autres personnes publiques.

L'intervention du Fonds ne sera accordée à une commune de la Région wallonne et de la Région flamande que si la Région est partie à la convention et prend les engagements que la convention détermine. Pour les communes de l'Agglomération bruxelloise, la convention doit être souscrite par l'Etat et doit définir les engagements de celui-ci.

Art. 7. Le Ministre de l'Intérieur peut, par convention approuvée en Conseil des Ministres, confier la gestion journalière du Fonds à une institution publique de crédit.

Art. 8. Les moyens financiers dont dispose le Fonds sont constitués notamment par :

- a) le produit des emprunts visés à l'article 9;
- b) les sommes versées par les communes en vue du service financier qui leur incombe en raison des prêts consentis par le Fonds;
- c) le montant des interventions éventuelles de l'Etat, de la Région et de la Province dans les charges des prêts consentis par le Fonds.

Art. 9. Le Fonds est autorisé à contracter des emprunts avec la garantie de l'Etat à concurrence du montant à fixer annuellement par le Ministre des Finances. Celui-ci en approuve les conditions et les modalités.

Toutefois, en ce qui concerne les émissions publiques, l'époque et les conditions d'émission sont fixées par le Roi.

Art. 2. Het Fonds bezit rechtspersoonlijkheid.

Het is onderworpen aan de wet van 16 maart 1934 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Het wordt ingedeeld bij categorie A, bedoeld in artikel 1 van die wet. De bepalingen van die wet zijn op het Fonds van toepassing voor zover er in dit besluit niet van wordt afgeweken.

Het ressorteert onder de Minister van Binnenlandse Zaken.

Art. 3. Iedere gemeente die tegemoetkoming vanwege het Fonds wil genieten, moet daartoe een aanvraag indienen en tot staving ervan een saneringsplan voorleggen goedgekeurd door de overheden die het administratief toezicht uitoefenen.

Voor de gemeenten bedoeld in de artikelen 7 en 8 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, wordt het saneringsplan goedgekeurd door de Koning.

Een afschrift van de beslissing van de gemeenteraad tot vaststelling van het saneringsplan wordt binnen tien dagen gezonden aan de overheden die het administratief toezicht uitoefenen.

Naargelang van het geval is de beslissing waarvoor goedkeuring vereist is van rechtswege uitvoerbaar indien de overheden die het administratief toezicht uitoefenen daaraan geen goedkeuring hebben onthouden binnen veertig dagen na ontvangst ervan. Die termijn kan worden verlengd bij een met redenen omklede beslissing van de toezichhoudende overheid die de nieuwe termijn bepaalt binnen welke zij uitspraak zal doen. Elke onthouding van goedkeuring moet met redenen worden omkleed.

Art. 4. De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de voorwaarden en de nadere regelen inzake de tegemoetkoming van het Fonds.

Art. 5. Bovendien in de wettelijke hypotheek, ingesteld bij artikel 47, derde lid, van de hypotheekwet, moeten de voorwaarden voor tegemoetkoming van het Fonds onder meer voorzien in de machtiging, voor het Fonds, om ambtshalve bij het Gemeentefonds het opeisbare bedrag van zijn schuldvordering geheel of ten dele op te nemen bij voorrang boven alle andere schuldeisers, onverminderd het koninklijk besluit nr. 201 van 25 juli 1983 houdende maatregelen om op correcte wijze de inning te verzekeren van de bedrijfsvoorheffing.

Zij kunnen ook voorzien in waarborgen op de onroerende goederen van aan het toezicht van de gemeente onderworpen openbare instellingen of verenigingen, mits deze hun goedkeuring verlenen overeenkomstig hun organieke wetten en statuten.

Art. 6. De nadere regelen inzake de tegemoetkoming van het Fonds worden bepaald in een overeenkomst tussen het Fonds, de gemeente die ze geniet en eventueel andere publiekrechtelijke personen.

De tegemoetkoming van het Fonds wordt aan een gemeente van het Vlaamse Gewest en van het Waalse Gewest slechts verleend als het Gewest partij is bij de overeenkomst en de daarin bepaalde verbintenissen aangaat. Voor de gemeenten van de Brusselse agglomeratie moet de overeenkomst mede worden aangegaan door de Staat en moeten diens verbintenissen daarin worden vastgesteld.

Art. 7. De Minister van Binnenlandse Zaken kan door een in de Ministerraad goedgekeurde overeenkomst het dagelijks beheer van het Fonds aan een openbare kredietinstelling toevertrouwen.

Art. 8. De financiële middelen waarover het Fonds beschikt bestaan inzonderheid uit :

- a) de opbrengst van de leningen bedoeld in artikel 9;
- b) de sommen door de gemeenten gestort met het oog op de financiële dienst die te hunnen laste valt wegens de door het Fonds toegestane leningen;
- c) het bedrag van eventuele tegemoetkomingen van de Staat, van het Gewest en van de Provincie in de lasten van de door het Fonds toegestane leningen.

Art. 9. Het Fonds is ertoe gemachtigd met de waarborg van de Staat leningen aan te gaan tot een bedrag dat jaarlijks door de Minister van Financiën wordt vastgesteld. Deze keurt de voorwaarden en de modaliteiten van de leningen goed.

Wat de openbare uitgaven betreft, worden het tijdstip en de uitgiftevoorwaarden echter door de Koning vastgesteld.

Art. 10. A l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, catégorie A, sont insérés les mots : « Fonds d'aide au redressement financier des communes ».

Art. 11. L'article 47 de la loi hypothécaire, modifié par les lois des 14 juillet 1976 et 10 janvier 1977, est complété par l'alinéa suivant :

« Il est accordé en faveur du Fonds d'aide au redressement financier des communes une hypothèque légale sur les biens immobiliers des communes bénéficiaires de l'intervention du Fonds. »

Art. 12. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les communes auxquelles le présent arrêté est applicable.

Toutefois, il s'applique, dès son entrée en vigueur, aux villes de Liège et d'Anvers.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 14. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 septembre 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
Ch.-F. NOTHOMB

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
W. DE CLERCQ

MINISTÈRES DE L'ÉDUCATION NATIONALE

F. 63 — 1656

Arrêté royal n° 209 modifiant l'arrêté royal du 23 mai 1967 fixant les règles de calcul de la durée des prestations à prendre en considération pour les travaux de cuisine, de restaurant et d'entretien dans les établissements de l'État

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal numéroté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour but de créer la possibilité de fixer un pourcentage limitant l'utilisation du nombre de périodes/prestations hebdomadaires octroyées à chaque établissement.

Cette mesure est proposée dans l'attente d'une révision fondamentale sur la base des besoins réels et de l'octroi d'une plus grande autonomie à chaque établissement d'enseignement de l'État.

Il a été tenu compte des observations du Conseil d'État.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Éducation nationale,
D. COENS

Le Ministre de l'Éducation nationale,
A. BERTOUILLE

Art. 10. In artikel 1, categorie A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut worden de woorden « Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten » ingevoegd.

Art. 11. Artikel 47 van de hypotheekwet, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1976 en 10 januari 1977, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Ten voordele van het Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten wordt een wettelijke hypotheek toegekend op de onroerende goederen van de gemeenten die een tegemoetkoming van het Fonds genieten. »

Art. 12. De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de gemeenten waarop dit besluit van toepassing is.

Op de steden Luik en Antwerpen vindt het echter toepassing zodra het in werking treedt.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 14. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 september 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
Ch.-F. NOTHOMB

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
W. DE CLERCQ

MINISTERIES VAN ONDERWIJS

N. 83 — 1656

Koninklijk besluit nr. 209 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 mei 1967 houdende vaststelling der regels tot becijfering van de duur der keuken-, restaurant- en onderhoudsprestaties in de Rijksonderwijsinrichtingen.

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het genummerd koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen heeft tot doel, met het oog op de beheersing van de begroting voor onderwijs, de mogelijkheid in te voeren een percentage te bepalen dat de uren/prestaties per week beperkt dat aan elke inrichting wordt toegekend.

Deze maatregel wordt voorgesteld in afwachting van een fundamentele herwerking op basis van de reële noden en het verlenen van meer autonomie aan elke Rijksonderwijsinrichting.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Onderwijs,
A. BERTOUILLE